

E. L. Katanova, *Poslednie plenniki vtoroj mirovoj vojny: maloizvestnye stranicy rossijsko-japonskix otnošenij* [Les derniers prisonniers de la Seconde Guerre mondiale : une page méconnue des relations russo-japonaises], M., Institut vostokovedenija RAN, 2005, 256 p. — ISBN 5-89282-258-3

Paru l'année du soixantième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, cet ouvrage veut contribuer, grâce notamment au dépouillement d'archives soviétiques accessibles seulement depuis la fin du régime soviétique, au dialogue complexe noué par le Japon et la Russie, faute d'accord de paix, depuis la capitulation nipponne du 15 août 1945. Dans cette perspective, l'A. choisit de présenter l'expérience humaine singulière que constitue la captivité des prisonniers de guerre japonais en Sibérie et dans l'Extrême-Orient soviétique après 1945. Constitué de six parties à peu près égales, le livre dresse un état des lieux raisonné en se fondant sur l'historiographie actuelle, l'histoire événementielle et ses conséquences, les politiques officielles des deux États, les négociations et les mesures visant à la normalisation de leurs relations.

Il eût peut-être été utile d'éclairer d'emblée le conflit en lui restituant sa profondeur historique grâce à une brève présentation des relations bilatérales qui aboutiront à un conflit pluriséculaire à propos des « territoires du Nord ». Pierre I^{er} et ses successeurs organisent des expéditions tout au long du XVIII^e siècle et font établir des cartes plus ou moins fiables de la région ; de 1795 à 1803, le gouvernement de Sibérie tente de coloniser certaines îles grâce à des déportés. Ainsi les îles du Pacifique Nord et leurs habitants deviennent-elles un enjeu stratégique pour les deux empires qui y trouvent matière à des revendications territoriales au fil des siècles. Il est alors aisé de comprendre pourquoi à l'issue du conflit avec

l'Allemagne, les Soviétiques occupent encore militairement les îles Kouriles en septembre 1945, puis expulsent la population japonaise au profit de migrants russes. Les 608 360 prisonniers de guerre japonais de l'armée du Guandong deviennent, à leur corps défendant, une arme dans cette configuration géopolitique.

L'A. connaît bien les sources. Son souci est constant de comprendre les mécanismes collectifs ou individuels qui déterminent les réactions des parties en présence, les intérêts communs et les divergences. Elle s'attache à exposer d'un côté l'instrumentalisation de l'URSS par les Alliés, soucieux de neutraliser à la fois un Japon qui menaçait les intérêts anglo-américains en Chine et une Russie décidée à « bolcheviser » le monde, et de l'autre également la volonté de Staline, au-delà du second conflit mondial, de prendre une revanche sur la défaite russe de 1905 contre le Japon, sur l'occupation de la Sibérie en 1918-1922 et de protéger l'URSS face au nouvel ordre mondial de l'après-guerre. Néanmoins, au-delà de la collecte et de l'exposé des sources, le lecteur aimerait parfois voir les données traitées plus avant. À titre d'exemple, l'existence, selon des chercheurs japonais, d'un « plan secret » de Staline visant à occuper le territoire d'Hokkaido pour en faire une république socialiste dirigée par un prisonnier Japonais acquis à l'URSS (par affinités politiques) est présentée sans autre commentaire, à la page 44 : « Faute de preuves allant dans ce sens, cette version demeure encore au niveau de l'hypothèse ». L'A. ne tente ni de vérifier cette assertion, ni, à la lumière de ses propres recherches, de simplement nous donner son sentiment. Sans doute le manque de distance de l'A. par rapport aux sources relève-t-il d'une tradition d'une partie de l'école soviétique qui n'interroge que peu le texte, ne dialogue guère avec lui.

En ce qui concerne les prisonniers de guerre proprement dit, l'A. expose les motivations du régime stalinien pour interner les officiers et soldats japonais dans des camps et les utiliser comme main d'œuvre sur les chantiers sibériens, notamment la construction de voies ferrées ; un dixième des hommes y perdront la vie, enterrés sur place, dans 26 cimetières répartis à travers le territoire asiatique de l'Union. Ce chiffre officiel repris par l'A. est largement en-deçà de celui avancé par exemple dans les travaux de Sergueï Kouznetsov¹. L'acheminement de prisonniers depuis la Mandchourie, Sakhaline et les Kouriles correspond à la nécessité de trouver une destination pour les vaincus, mais également au choix délibéré

1. Voir l'article de ce chercheur dans le présent volume, p. 343-371.

de relancer l'économie soviétique d'après-guerre au détriment du Japon. Vers janvier 1946, l'essentiel du contingent de prisonniers est évacué sur le territoire de l'URSS et réparti dans quelque 49 camps. Il aurait été intéressant d'évoquer les vagues de relégation des « ennemis du peuple » une décennie plus tôt afin de mettre en lumière les mêmes errements du système : le manque d'organisation, l'inadéquation ou l'inexistence de structures, l'insuffisance de moyens, un approvisionnement alimentaire irrégulier, l'arbitraire et les réhabilitations qui s'en suivent, etc.

L'A. étudie les conditions de vie dans les camps, le travail obligatoire, mais également les réactions officielles des autorités et de la presse nipponnes jusqu'aux négociations et au rapatriement effectif des prisonniers japonais à partir de décembre 1946 ; tous ne rentreront cependant pas à la même période, puisque plusieurs centaines d'entre eux seront accusés d'être des criminels de guerre et ne regagneront le Japon qu'en 1956. D'une certaine façon pourtant, si les documents officiels présentés rendent compte de l'internement, y compris de tensions entre officiers et soldats d'une même armée, la parole des prisonniers eux-mêmes fait défaut, malgré la richesse des sources existantes. De ce point de vue, l'article de Sergueï Kouznetsov et Yulia Mikhailova, « Mémoire et identité : les prisonniers de guerre japonais en Union soviétique » paru en 2008², propose une lecture stimulante du discours des prisonniers, notamment par le biais d'œuvres artistiques dès les années 1960, propres à alimenter bientôt une « légende noire » de la Russie et à permettre au Japon de dépasser l'expérience de quelques-uns pour créer une mémoire collective.

Avec raison, l'A. montre un autre combat de ces anciens prisonniers : non plus celui pour la survie dans les camps soviétiques d'internement, mais celui pour une reconnaissance dans leur propre pays, à travers notamment l'obtention de compensations financières. Nombre d'associations acquièrent une plus grande visibilité au Japon à partir du milieu des années 1970 en se regroupant au sein de l'Association japonaise des anciens prisonniers de guerre pour l'obtention d'une compensation financière, qui, fondée par l'ancien prisonnier Saitō Rokurō, comptera jusqu'à 60 000 membres : il s'agit d'exercer des pressions sur les autorités japonaises et, au-delà, sur l'Union soviétique, coupable de violations du droit international, en vertu de la Convention de La Haye de 1907

2. Voir le compte-rendu du recueil *Japan and Russia. Three Centuries of Mutual Images* dans lequel cet article est paru, p. 515-420.



En haut : Vue du cimetière japonais d'Irkoutsk
 En bas : Tombe du soldat Shigeta Takajirō (Irkoutsk)
 © Dany Savelli (2002)

et des Conventions de Genève de 1929 et 1949. Dans les textes officiels signés entre les deux puissances, telle la Déclaration de 1956, la question des prisonniers internés et exploités en Union soviétique sous Staline n'est pas évoquée afin de ne pas entraver la normalisation des relations bilatérales. Et l'A. de conclure sur les avancées de la Russie dans l'élaboration de nouvelles approches de la question des droits de l'homme qui font « de notre pays un État de droit » (p. 231).

Outre l'absence de cartes, le lecteur pourra regretter un académisme qui dessert parfois le propos de l'A. La conclusion est succincte et convenue, qui clôt une étude fouillée, comme à la page 229, par des généralités : « On fait très rarement preuve d'un réel entendement des souffrances humaines infligées par les guerres, des destins mutilés de millions de survivants et de la rupture des relations normales entre les États et les peuples ».

Il convient de noter toutefois une riche bibliographie de sources russes, japonaises et américaines qui guidera les lecteurs soucieux de mieux connaître l'histoire et les enjeux stratégiques de ces deux Orient. Au-delà du travail de son auteur, la valeur du livre est de nous rappeler le prix de la paix.

Dominique Samson Normand de Chambourg
INALCO